

Contribution au Colloque sur « information, alphabétisation et apprentissage tout au long de la vie » Addis Abéba du 29 au 30 Avril 2007-04-17

APPROCHE MULILINGUE – MULTIMEDIA POUR LA FORMATION DES ADULTES

Par Babacar Diop Buuba avec le concours de Ousmane Faty Ndongo, Lamine Kane et Dominique Rochefort



Notre association l'ANAF (Association Nationale pour l'Alphabétisation et l'Education des Adultes) membre de la PAALAE (Association Panafricaine pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes) et de l'ICAE (Conseil, International d'Education des Adultes) a, dès sa naissance en 1990, perçu l'intérêt d'une prise en compte de la diversité linguistique de notre pays et de la diversité des supports à utiliser pour l'éducation des adultes. Ainsi que ce soit dans le cadre de nos prestations en matière de formation, d'animation, de Recherche et d'Edition, nous avons essayé d'en tenir compte. Ainsi, nous assurons la formation, en wolof, pulaar, soninké, sereer voire en français. L'anglais, le portugais, l'espagnol, l'arabe nous servent dans notre documentation, nos lectures. Mieux nous sommes amenés à tenir compte de la diversité des caractères (latins, arabes) dans notre travail de formation et de vulgarisation. Dans notre travail d'animation en direction des populations et lors de nos Assemblées Générales nous utilisons différentes langues nationales et le français. Dans notre recherche sur les expériences d'alphabétisation nous nous sommes intéressés non seulement à ce qui est fait en wolof, pulaar, soninké, mais aussi dans les langues étrangères. Dans notre étude sur *"la place et le rôle des femmes dans le conflit casamançais"*, nous avons accordé une attention au phénomène linguistique. En effet nous avons remarqué que dans la réflexion sur le problème casamançais certains chercheurs n'ont pas manqué de soulever les questions linguistiques et la dynamique des langues nationales et étrangères dans cette partie du pays, en articulation avec les problèmes culturels, socio-politiques et économiques (cf Marie Louise Moreau *"Demain la Casamance trilingue"* in F.G. Barbier Wiesser, *Comprendre la Casamance* Karthala, 1994 pp 413-427).

Dans le même ouvrage, concluant une étude sur le dynamisme des langues à Ziguinchor Caroline Juliard souligne : « quoique le contexte de la communication citadine soit toujours plurilingue, il est difficile de continuer à affirmer comme certains le font à Ziguinchor, que l'usage du wolof n'est que superficiel ; les langues de groupe sont encore transmises et utilisées en famille, mais la part dévolue au wolof dans les activités quotidiennes augmente, au même titre que les occasions de plus en plus nombreuses pour les jeunes, de faire éclater le cercle familial. A terme, nos langues sont submergées "pensent certains avec regret. Ce n'est pas sûr. Des poches de résistances subsistent, et les pères de famille restent majoritairement vigilants devant le danger qu'ils présentent. Pourtant la prolifération des parlers mixtes où alternent langues locales, wolof et parfois français atteste les changements en cours et l'influence grandissante des valeurs modernes » à adopter et à imiter" (op cit p411-412)"...

Il est possible que si le schéma préconisé par la CNREF en 1984 avait été appliqué la cohabitation aurait été plus harmonieuse, car les Wolof auraient été amenés à opter, du moins à l'école, pour une seconde langue nationale.

Dans ce même ouvrage notre compatriote Raphaël NDIAYE évoque son expérience de Directeur des bibliothèques publiques du Sénégal et la gêne qu'il avait éprouvée face à une femme analphabète de la région du Sud qui s'interrogeait sur la manière d'accéder à la lumière qui sommeille dans les livres (op.cit.p 290). Que dire alors de ceux et celles qui ne peuvent toujours écouter les stations radio du pays, encore moins voir la télé nationale, et qui sont loin d'imaginer les possibilités d'Internet etc. ?

Devons-nous continuer à alphabétiser, à échanger comme autrefois ?* (1)

Le multimédia va-t-il signer la mort de l'écriture ou bien va-t-il renforcer la pratique de la lecture et de l'écriture ?

- Notre objectif en organisant en décembre 1997 une réflexion sur multilinguisme et multimédia était de pousser plus loin l'analyse dans ces domaines de l'éducation et du développement, de la paix et de la solidarité dans un contexte **multiculturel** et **multimédia**, en tenant compte des tendances internationales et nationales.
- Dans notre travail de publication nous avons traduit la charte africaine des droits de l'homme en 6 langues nationales, sous formes de brochures, nous avons été amenés à envisagé en plus de la version académique une autre plus populaire sous forme de bandes dessinées ou cassettes vidéo. Si le financement avait suivi, cette extension aurait été réalisée
- En 1996 Lors de la rencontre régionale africaine pour la préparation de la Confintea V notre Secrétaire Général Ousmane Faty NDONGO a eu l'honneur d'introduire le débat sur le thème « *Education des adultes pour une société future d'apprentissage permanent* » en rapport avec les nouvelles technologies d'information et de communication. Voici les grandes lignes de son étude :

I / Le Brouillage de l'espace Communicationnel africain

"L'accélération des mutations des nouvelles technologies de communication et d'information plonge la société dans une réalité où les "repères" culturels traditionnels ont de plus en plus de mal à fonctionner, bousculés qu'ils sont par les nouvelles technologies de communication et d'information. Cette situation crée "un état de choc" culturel chez l'individu et une incapacité d'adaptation dans sa propre société.

"Dans leur histoire les peuples ont été souvent confrontés à cet état de choc. Ceux qui l'ont résolu l'ont toujours fait par un processus complexe de « réappropriation sélective » des éléments de leur patrimoine culturel afin de créer un environnement artistique et culturel favorable à l'éducation, à la créativité technique et à l'initiative économique.

"Analysant le rôle de la culture dans le développement, Mervyn Claxton fait remarquer que « chaque culture a ses formes de créativité propres » et que les « périodes de développement spectaculaire semble être toujours accompagnées, d'explosions d'activités créatives et

* Babacar Diop, Buuba, texte d'ouverture des 2èmes journées de l'Anafa, p. 4-5

d'énergie culturelle : C'est presque toujours le signe d'une certaine assurance sur le plan culturel, impalpable, insaisissable, imprévisible, mais apparemment nécessaire à toute action audacieuse et imaginative, grâce à laquelle un peuple, à un moment donné de son histoire, tel un athlète que dope une bouffée de confiance en soi, acquiert la capacité de surpasser les autres dans leurs réalisations »

"Cette « confiance en soi » sur le plan culturel, dont parle M. Claxton est fondamentale à un pour un peuple qui veut pour libérer cette « énergie culturelle et apporter sa réponse aux défis que lui pose son environnement ». Or il se trouve que la langue est l'élément fondamental dans la culture d'un peuple, d'une ethnie".

II / *Analphabétisme de l'image* » et « *conquête des esprits* »

1. Depuis la nuit coloniale l'Afrique a été un déversoir. Elle n'a jamais cessé de recevoir une quantité impressionnante d'informations, de produits et d'attitudes culturellement marqués et le plus souvent en parfaite opposition avec les cultures africaines.

Aujourd'hui la situation a empiré avec les nouvelles technologies de production et de diffusion des messages ou bien culturels. L'Afrique est loin d'être l'Europe, elle n'est pas dans la même situation que les pays développés, son espace audiovisuel est une véritable *auberge espagnole*. La massivité de l'irruption des images dans la vie quotidienne depuis un quart de siècle est la base d'une nouvelle forme d'analphabétisme : « l'analphabétisme de l'image ».

Les nouvelles technologies de communication et d'information avec comme chef de file* l'audiovisuel sont devenues un enjeu de taille dans le monde actuel. La lutte autour de « **l'exception culturelle** » à la veille de la signature des accords du GATT, qui devait ouvrir le règne de la loi du « meilleur » et du plus fort, prend aujourd'hui toute sa signification, la domination des espaces audiovisuels apparaît comme une étape dans la conquête des marchés. Aujourd'hui les marchés se conquièrent par la « **conquête des esprits** »

Face à ces deux défis les éducateurs d'adultes doivent s'atteler à la confection de manuels sur les codes de lecture des images dans les langues nationales de chaque pays. C'est utile par ces temps où nous sommes de plus en plus immergés dans une "faisceau" d'images que nous ne parvenons pas souvent à décoder (2). Ce que Philippe QUEAU appelle "analphabétisme de l'image" concerne en fait toute la planète. Le monde est devenu un village planétaire par la grâce de l'audiovisuel. Nul n'est épargné. La confection de ces manuels participe de l'éducation des adultes à l'ère des nouvelles technologies de communication et d'information. Un tel manuel est un outil qui peut au moins nous servir pour une plus grande intelligence des images qu'on nous présente et mieux utiliser l'audiovisuel dans l'éducation

III / *Démocratiser les Réseaux électroniques en évitant l'exclusion linguistique*

On perçoit aujourd'hui plus nettement les rapports étroits qui existent entre le langage d'un côté, la pensée et la perception du monde de l'autre. Le langage formate l'esprit de

* « A l'occasion de l'affaire de Timisoara, des journalistes ont admis publiquement (Libé 4 avril 1993) que, impressionnés par les images vues à la Télévision, ils avaient réécrit le texte de leur correspondant qui ne parlait pas du « charnier ». De ce jour date une nouvelle étape dans l'évolution de l'information. Un médium central-la télévision – produit un impact si fort dans l'esprit du public que les autres médias se sentent obligés d'accompagner cet impact, de l'entretenir, de le prolonger. « (MEDIAS ? SOCIETE ET DEMOCRATIE, l'ère du soupçon, Monde diplomatique MAI 1991.p11)

l'homme et du coup façonne sa pensée. Celui qui se ballade dans le Net (ou le cyberspace) doit adopter une langue, l'anglais qui est loin d'être planétaire. La démocratie internet est exclusive. Elle fonctionne surtout pour les anglophones.

Encore une fois « la perception même que l'homme a du monde environnant est programmée par la langue qu'il parle, exactement comme un ordinateur. Comme celui-ci, l'esprit de l'homme enregistre et structure la réalité extérieure en accord strict avec le programme. Deux langues différentes étant souvent susceptibles de programmer le même groupe de faits de manière tout à fait différente (Edward T. Hall, la dimension cachée, Plon, 1978 p.14).

Dans une espace où on ne s'exprime que dans une seule langue se produira une culture unique et le parage des autres langues dans des « ghettos linguistiques ». Le défi pour les pays africains est de barrer la route à la « ghettosisation » des langues africaines et de travailler pour **l'utilisation des grandes langues de communication du continent dans les inforoutes**. Les obstacles linguistiques ne sont pas insurmontables, l'Arabie Saoudite est en train de résoudre ce problème en orientant le programme d'enseignement en informatique vers l'arabisation. Aujourd'hui, elle a un Windows arabe, un logiciel PAO (Publication Assistée par un Ordinateur), un traitement de texte etc. L'objectif est d'arriver à chercher, écrire, éditer et imprimer dans sa propre langue. Il nous faut y participer, l'enjeu est de taille. « Dans un monde interconnecté, ceux qui resteront à l'écart risquent de passer de la marginalité à l'exclusion totale. Et pourtant internet **porte en germe** la possibilité pour le Sud d'avoir accès aux sources d'informations dans les mêmes conditions que le Nord ». Cette possibilité ne sera effective que si nous surmontons les obstacles linguistiques qui se posent à nous.

D/ l'Écrit et le 3^e millénaire

Depuis le 15^e siècle l'écrit a été le principal outil d'accès au savoir moderne. Paulo Freire a souligné que « l'apprentissage de l'écriture et de la lecture » fonctionnait « comme clef pour l'entrée de l'analphabète dans le monde de la communication écrite » (P. Freire, Education, Pratique de la liberté, Edition du Cerf, 1971, p. 114). Au 21^e siècle savoir lire et écrire ne suffira plus pour accéder au savoir. En effet le mot écrit ne peut plus être le seul dépositaire du savoir. Il n'a pas les caractéristiques de « la communication interactive en temps réel. Analysant le processus d'acquisition du savoir à travers l'écrit, des experts soulignent que « le langage écrit, produit en masse par l'imprimerie, a été pendant des générations le principal véhicule de la culture. Le savoir et les idées respectaient obligatoirement la forme linéaire, étape par étape, que nécessitait ce moyen de communication. Les gens se trouvaient de ce fait acculés à des habitudes intellectuelles séquentielles qui n'ont aucune commune mesure avec la complexité, la richesse, la simultanéité des communications sur le vif ». (Warren K. Agee, Philip H. Ault, Edwin Emery, Les Médias, NH, 1989, p 48).

Pierre Pelou dans un de ses cours sur les thèses de Mac Luhan note que les « médias de raisonnement » de l'homme alphabétisé sont « façonnés par l'alphabétisation...et l'alphabétisation lui impose une structure linéaire de la pensée ».

L'accélération des changements » qui annoncent le 21^e siècle, exige de nouvelles aptitudes autres que celles de la linéarité.

V / L'Éducation A Distance

L'Afrique est touchée par des réseaux électroniques qui s'occupent d'éducation à distance. L'Éducation à distance au 21^e siècle connaîtra un bouleversement de taille avec les nouvelles technologies. La distance ne sera plus un obstacle à l'accès à la connaissance. L'éducation se fera toujours à distance, mais avec des outils de communication et d'information qui se jouent de la distance. Ce qui était impossible hier, fait irruption dans le

présent : **la communication interactive à distance en temps réel**. Il est prévu qu'au 21^e siècle l'éducation à distance sera le véritable lieu de « transferts de connaissances », véritable déterminant dans le progrès à long terme”.

VI / Voies du futur

Déjà au début des années 80, l'ancien secrétaire général de l'UNESCO, Amadou M. MBOW, soulignait que : « dotés de meilleures capacités de communiquer, de s'informer, les pays en voie de développement non seulement pourraient mieux faire entendre leurs voix dans le concert des Nations, mais pourraient mieux **progresser en matière d'éducation** – notamment en ce qui concerne **la lutte contre l'analphabétisme** (développer leurs capacités scientifiques et techniques, améliorer leur système de santé, promouvoir le développement rural, mieux combattre les catastrophes naturelles ». Il ajoute que la maîtrise de la communication peut constituer aussi « un moyen de consolider l'unité nationale, de **préserver l'identité culturelle et promouvoir une participation active des populations aux évolutions en cours**” (Aux sources du futur, UNESCO, 1982, p. 59).

Sous rapport il devient urgent que les éducateurs d'adultes portent une attention plus soutenue aux possibilités des nouvelles technologies de communication et d'information et à leur utilisation pour une grande efficacité dans leur travail.



Aujourd'hui après plus d'une dizaine d'années de pratique et d'expérience, notre association à la suite de la 2^e AG qui a été avec les labels du multilinguisme et du multimédia, a formulé des recommandations, parmi lesquelles celles concernant les préalables à l'introduction des langues nationales dans le système éducatif comme langues d'enseignement.

Nos options ont été confortées au moins sur deux points par les positions défendues dans des organes destinés aux professionnels de la communication. Ainsi JS Kandem dans le numéro 00 de Nov 97 de Educ Afrique, Bulletin de liaison du Réseau africain de journalistes pour l'éducation, en abordant la problématique média / éducation de base, considère que : “les langues nationales sont des instruments incontournables de l'éducation de base en Afrique. En Afrique, l'éducation de base, pour atteindre les enfants et les adultes ciblés, a besoin d'associer d'une part les acteurs et vecteurs et institutions appropriées. Ainsi **les médias quels qu'ils soient, peuvent et doivent-ils devenir des acteurs et des vecteurs privilégiés de l'éducation de base**. Il ne s'agit pas seulement pour ces médias d'informer sur l'éducation de base et de créer ainsi dans la société une dynamique en sa faveur, mais aussi de devenir eux mêmes **des outils directs d'éducation et de formation** »

Par ailleurs en abordant le problème du multilinguisme il exprime un avis « l'alphabétisation des enfants et des adultes qui commence en langues africaines, doit s'ouvrir aux langues étrangères et les intégrer graduellement pour un bilinguisme équilibré qui permettra tant aux enfants qu'aux adultes ainsi formés de s'enraciner certes dans leurs bases linguistiques, mais surtout de s'ouvrir aux autres langues. **Le multilinguisme dans l'éducation est appelé à devenir demain la règle et non l'exception** ».

Nous sommes entièrement d'accord avec J.S Kandem. Mais il nous faudra ajouter les remarques suivantes sur le multilinguisme et sur les médias en tant qu'outil direct d'éducation et de formation :

● Le multilinguisme de demain ne doit pas et ne peut pas effrayer l'Africain. Notre histoire singulière a fait que l'Africain maîtrise en général en plus de sa langue maternelle une ou deux autres langues africaines au moins, même si le phénomène est ici moins fréquent chez les Wolof, ethnies dont la langue est celle de la communication au Sénégal^{*} (3)

Par ailleurs il y a ceux qui utilisent le français et/ou l'arabe et/ou l'anglais et/ou le portugais etc. Il est courant de voir un africain : « balbutier » dans trois à quatre langues. Sous ce rapport l'Afrique n'est pas « non partant » c'est à nous de tirer avantage de cette particularité.

● Il est vrai que les médias peuvent et doivent devenir des outils directs d'éducation et de formation. Mais pour cela il nous faut régler certains préalables. Sans ces préalables les Africains ne pourront jamais bénéficier des immenses possibilités qu'offrent les NTIC.

Aujourd'hui le défi fondamental pour les Africains reste l'accès aux nouveaux outils d'accès au savoir. Nous distinguons 3 niveaux.

1. accès au matériel
2. accès aux lignes téléphoniques
3. accès au contenu et la production de contenus.

Pour les niveaux 1 et 2 il est vrai que présentement les prix du matériel informatique, l'acquisition de ligne téléphonique et les coûts mensuels restent encore élevés pour l'Afrique. Toutefois nous pensons que la tendance est à la baisse avec la nouvelle configuration mondiale qui se met en place. Les nouvelles technologies constituent le moteur de cette configuration. A ce titre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a mis en place une série d'accords pour rendre cette configuration effective au début du 3^{ème} millénaire. A ce niveau on peut souligner les derniers accords sur les télécommunications et sur les nouvelles technologies. En effet depuis le premier janvier 98 la déréglementation des télécommunications a pris effet et se traduit à l'échelle planétaire par une baisse des coûts téléphoniques. Il est encore prévu une série de baisse d'ici la fin du siècle. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la baisse des prix de la Sonatel, au Sénégal..

L'autre accord a été ficelé lors de la conférence de l'OMC à Singapour pour éliminer les barrières douanières dans le secteur des technologies de communication et d'information.

Le monde de demain sera un monde où l'accès aux lignes téléphoniques et au matériel informatique devra être à la portée de tout un chacun, c'est la configuration ou mondialisation qui l'exige. Cette tendance va s'accroître avec le projet de faire tourner autour du village global plus de trois cent satellites de communication (700km) à orbite basse. Il est même prévu le lancement d'un satellite africain de communication au début du 3^e millénaire. Avec la réalisation de ces projets dont certains en cours d'exécution les problèmes d'accès (niveaux 1 et 2) connaîtront un début de solution. Les perspectives que nous offrent ces avancées technologiques peuvent être intéressantes pour le continent africain si nous savons nous en saisir en vue de la résolution des problèmes qui se posent en nous.

Par contre il nous semble que l'aspect qui pose le plus de problème se situe au troisième niveau, c'est à dire **l'accès aux contenus et la production de contenus**. En d'autres termes il s'agit d'accéder au savoir qui gît dans les infosphères. Il nous faut insister ici, sur le fait que le monde qui se met en place sera un monde où **le savoir sera la principale source de richesse**, « il sera et est déjà plus précieux que l'or ». La force ou le capital ont eu à jouer ce rôle dans l'histoire de l'humanité. Mais la particularité du savoir est que c'est la seule richesse qui croît

* Il est remarquable de constater que les locuteurs d'une langue dominante ont tendance à être unilingues.

au fur et à mesure qu'on l'emploie. Aujourd'hui à part l'Afrique du Sud aucun pays africain n'est prêt linguistiquement parlant à l'exploitation intense des différents gisements de savoir dans les inforoutes.

L'état des lieux des inforoutes (palmarès des langues juillet 97), une initiative conjointe d'Alis Technologies et Internet Society révèle que l'anglais est la langue la plus utilisée avec 82,3%, le français occupe la quatrième place avec 1,5% l'Allemand occupe la 2^{ème} place 4,5% et le Japonais la 3^{ème} place avec 3,1% (4). Pour jouir pleinement du potentiel éducatif des inforoutes, il nous faudra faire de grands efforts au plan linguistique, avec la même énergie (sinon plus) que nos illustres aînés avaient déployée pour l'écriture de nos langues. Les tâches à ce niveau sont immenses et exigent la coopération de plusieurs disciplines pour :

- développer des outils pouvant diminuer les barrières linguistiques à l'instar de certains pays arabes qui ont développé des outils en arabe (Windows – logiciel PAO...).
- développer des sites web dans nos langues nationales
- faire un maillage des différentes initiatives pour la mise sur pied de réseaux électroniques locaux
- développer des CD-Rom (ou DVD) éducatifs

- Il convient de développer la coopération avec certaines agences étrangères pour développer des outils de navigation dans nos langues nationales, des robots traducteurs... Cette nécessaire coopération est perçue par certains pays développés. Pour L'Association des universités partiellement ou entièrement des langues françaises (Aupelf) un des objectifs est « de développer des interfaces de navigation et de dialogue de l'information en langue française, puis dans les langues nationales des locuteurs francophones dès que les ressources technologiques le permettront. Aujourd'hui il ne fait aucun doute que de ces ressources technologiques existent. Il appartient aux Africains d'appuyer sur certains leviers pour éviter d'être marginalisés et d'éviter et/ou d'atténuer le clivage entre une minorité d'info riches et une majorité écrasante d'info pauvres

Nous avons eu à exprimer notre adhésion aussi à Linga pax, un projet de l'Unesco qui vise à promouvoir la culture de la paix à travers l'éducation plurilingue et le respect de la diversité linguistique. Notre association a réfléchi sur un projet « Canal Educatif » qui produit des films documentaires dont un intitulé Education Transformatrice et de fictions et est prêt à collaborer avec tout partenaire intéressé. Elle a conduit un autre intitulé Alf@net

VII / Leçons tirées d'Alf@net.

QUEL AVENIR POUR Alf@net?

La phase test dans laquelle se trouve le projet a connu réellement un succès. Elle a été marquée par un enthousiasme populaire tant au niveau des formateurs, des apprenants, que des populations en général.

Par rapport à ces dernières, la preuve la plus éclatante de leur engagement aura été sans conteste leur participation massive dans les différentes cérémonies de lancement du Projet dans les 5 régions.

Mais ce qu'il faut présentement souhaiter, c'est la pérennisation de l'action, comme le demande avec insistance Nafy Diowry l'apprenante de Saint-Louis qui précise dans un wolof claire et limpide : « boyal lañu mën, waye duñu upp » voulant dire : « notre fort est d'être toujours en mesure d'allumer un feu, mais notre plus grande faiblesse c'est de ne jamais l'attiser, de ne jamais l'entretenir de manière durable ».

Dans le cadre que voila, la pérennisation du Projet Alf@net au moins dans le court et le moyen terme exige des réformes à un triple niveau :

- au plan institutionnel
- au plan pédagogique et méthodologique
- au plan matériel et technologique

1) Au plan institutionnel :

De manière incontestable, Ousmane Ndongo, l'initiateur et père de Alf@net a su mettre et garder en même temps la main sur le projet depuis sa conception jusqu'à sa phase de matérialisation. C'est à partir de ses connaissances linguistiques et technologiques propres qu'il a su mettre au point Alf@net.

Le multimédia lui a offert la possibilité de combiner 4 logiciels : Word (pour le traitement de textes), Photoshop (pour le traitement de l'image), Sound forge (pour le traitement de sons), et Acrobat (pour le montage multimédia).

C'est cette combinaison qui a donné naissance aux documents didactiques de base du Projet que sont le CD et le Guide du programme.

A l'avenir toute fois, surtout avec la phase extension/généralisation du Projet, il y a lieu de créer un organe consultatif spécialisé chargé de lui donner un avis sur tout problème d'ordre pédagogique et méthodologique selon les principes de la Recherche Action.

C'est ainsi que cet organe l'aidera à mettre au point un matériel didactique adéquat et adapté au Projet mais également il l'aidera à élaborer une pédagogie différenciée de participation et de coopération, des approches didactiques originales, bref tout un ensemble d'instruments pédagogiques que les différents partenaires (formateurs et apprenants) devraient pouvoir s'approprier.

2) Au plan pédagogique et méthodologique

En collaboration avec l'organe consultatif ci-dessus désigné ainsi qu'avec toute personne ayant une compétence avérée en la matière, le Projet devra dans un avenir immédiat organiser des instances de réflexion (sous forme de séminaires, ateliers, journées d'étude, etc. ...) sur l'harmonisation des stratégies : au plan pédagogique, organisationnel, au niveau du matériel didactique, des programmes éducatifs et enfin en matière de renforcement des capacités des formateurs du Projet.

3) Au plan matériel et technologique :

Alf@net doit augmenter dans les meilleurs délais possibles son parc informatique dans toutes les zones du Projet. Le cas de Koungheul qui fonctionne avec une seule machine n'est plus concevable à ce stade de développement du Projet.

L'idéal serait d'arriver dans toutes les zones au ratio suivant : une machine pour deux apprenants.

Par ailleurs, au stade actuel, la direction devrait organiser et systématiser des fora d'échange sous forme de réseaux entre les différentes sections ANAFA.

De ce fait, à travers le net, les sections pourraient échanger entre elles des informations relatives à leurs activités propres, leurs produits agricoles, leurs formations, leurs difficultés. Il s'agit de faire en sorte que cet échange soit le plus riche, le plus didactique, le plus instructif et pédagogique possible.

Mais après l'instant de formation, il serait bon de rentabiliser les futures parcs informatiques en créant par exemple des cyber cafés. A Koungheul par exemple, la rentabilité d'un tel projet est d'avance assurée compte tenu du fait qu'il n'en n'existe pas dans toute la zone.

Comble d'ironie, c'est au siège de Koungheul que tous les services administratifs locaux domicilient leurs courriers électroniques : comme quoi l'ancienne élite bureaucratique-intellectuelle locale(formée à l'école occidentale) domestique tout son savoir auprès des nouveaux maîtres détenteurs du nouveau savoir secrété par Alf@net et qui ne sont rien d'autre que des paysans modèles et néo alphabètes qui ont pu maîtriser l'outil informatique en langues nationales sénégalaises.

N'est-ce pas Victor Hugo qui se posait déjà au 19^e siècle la question de savoir si « le combat a changé de camp ou s'il a plutôt changé d'ame » ?

Dernières leçons

Au cours de la première phase du programme de formation Alf@net, ANAFA a pu démontrer qu'il est parfaitement possible à des analphabètes en français d'apprendre à utiliser des interfaces d'applications logicielles en français. Cependant, l'ANAFA a aussi compris que le programme Alf@net ne pourrait pas connaître de véritable impact si les nouveaux utilisateurs des NTIC en langues nationales n'ont pas accès à des interfaces dans leur propre langue. En effet, il est plus aisé et convivial pour l'utilisateur d'un ordinateur de travailler avec des logiciels qui parlent sa langue!

Grâce au programme canadien Uniterra, ANAFA a pu localiser la majeure partie du navigateur Internet Mozilla Firefox¹. Le navigateur Mozilla Firefox a été aussi choisi pour la simplicité de son interface. De cette manière il a été possible de peaufiner le cycle de localisation de logiciels et démontrer que l'opération de localisation n'est pas aussi compliquée qu'elle en a l'air, et qu'elle est à la portée des pays en voie de développement comme le Sénégal. L'interface de Firefox ainsi que le cycle de localisation ont par la suite été présentés au cours d'une conférence à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, dans le cadre de la commémoration du 20^e anniversaire du décès du professeur Cheikh Anta Diop.

Suite au succès de l'opération de localisation du navigateur Mozilla Firefox, l'ANAFA a considéré que la priorité pour Alf@net était d'aplanir le terrain pour la localisation d'une suite d'outils bureautiques équivalent à *Microsoft Office* : la suite de logiciels libres de bureautique OpenOffice.Org (OOO). La suite OOO comporte un traitement de texte similaire à *Microsoft Word*, un tableur comme *Microsoft Excel*, un logiciel de présentations visuelles équivalent à *Microsoft Power Point* et bien plus. Le processus de localisation de OOO est beaucoup plus fastidieux que Firefox ou SPIP du point de vue informatique ainsi qu'au niveau du volume de termes à traduire

¹ Équivalent en logiciel libre du logiciel commercial *Microsoft Internet Explorer* fourni avec *Microsoft Windows*.

mais ANAFA a déjà commencé à mettre en place les processus nécessaires pour relever ce défi.

En résumé, le domaine de la localisation des logiciels libre a déjà été exploré dans le cadre du programme Alf@net, mais il reste encore un immense travail à accomplir. Pour y parvenir, il faudra mobiliser une grande quantité de ressources humaines, une grande équipe de traducteurs et quelques informaticiens compétents maîtrisant les processus de localisation. Cependant, l'ANAFA est convaincu que toutes ces compétences se trouvent déjà parmi les ressources humaines disponibles au Sénégal. La localisation de logiciels libres est donc à la portée des Sénégalais, et dans cette optique il devient donc un devoir pour les Sénégalais d'effectuer cette tâche pour contribuer au développement de leur pays.

Babacar Diop Buuba
Président de la PAALAE
Vice Président de l'ICAE
Ancien Président de l'ANAFA